ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de l'Agriculture, le 9 mai 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale pour assurer la surveillance de la police sanitaire des animaux domestiques", a donné en sa séance du 20 juillet 1950 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 9e Mei 1950 door de Minister van Landbouw verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende wijziging van het Koninklijk Besluit van 20 September 1883 bevattende grondreglement om het toezicht over de gezondheidspolitie der huisdieren te verzekeren", heeft op de zitting van 20 Juli 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de substituer aux articles 44 à 51, qui font l'objet du paragraphe 13 du règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques, des dispositions nouvelles relatives à l'importation, à l'exportation et au transit des animaux atteints, suspects d'être atteints ou d'être contaminés de maladies contagieuses.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a fait observer dans son avis n°616 du 4 février 1950, à l'occasion de l'examen du projet d'arrêté qui avait pour objet de modifier les §§ 8, 9 et 10 du même règlement d'administration générale, il eut été souhaitable de procéder à une refonte complète de l'arrêté royal du 20 septembre 1883.

Des remaniements successifs portant sur certaines parties de l'arrêté royal du 20 septembre 1883 ne pourront assurer une concordance parfaite entre les diverses parties du règlement d'administration générale. C'est pourquoi le Conseil d'Etat estime qu'il sera nécessaire d'établir une coordination de l'ensemble des textes remaniés, dès que toutes les parties du règlement d'administration générale auront fait l'objet d'une revision.

INTITULE.

Le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant qui mentionne exactement l'intitulé de l'arrêté royal du 20 septembre 1883 :

"Arrêté du Régent modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1883 qui porte règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques.".

./.....

PREAMBULE.

A l'alinéa 3, la rédaction suivante est proposée :

"Vu l'arrêté royal du 20 septembre 1883 qui porte règlement d'administration générale _____ de la police sanitaire des animaux domestiques, _____ modifié notamment par les arrêtés royaux des 13 octobre 1890, 27 mai 1899, 10 février 1912 et 25 avril 1922;".

L'alinéa 4 du préambule peut être omis sans inconvénient.

DISPOSITIF.

Le premier alinéa de l'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le paragraphe 13 de l'arrêté royal du 20 septembre 1883 qui porte règlement d'administration générale _____ de la police sanitaire des animaux domestiques est remplacé par les dispositions suivantes :".

Article 44.- (du règlement d'administration générale)

L'intention du gouvernement, telle qu'elle a été précisée par le délégué du Ministre au cours de l'examen du projet, est de rendre les dispositions nouvelles qui feront l'objet du § 13 du règlement d'administration générale applicables non seulement aux maladies contagieuses déterminées par le gouvernement en vertu de l'article 319 du Code pénal, comme le dispose déjà l'article 1er du règlement d'administration générale, mais encore aux maladies déterminées dans le nouvel article 44 proposé, sous réserve d'accorder au Ministre de l'Agriculture le pouvoir d'autoriser des dérogations à l'interdiction d'importer ou d'exporter des animaux atteints ou suspects d'être atteints d'une des maladies énumérées dans le texte proposé.

Le projet ne traduit pas clairement ces intentions.

Il conviendrait tout d'abord, par souci de clarté, de limiter l'objet de l'article 44 au champ d'application du § 13 du règlement d'administration générale et de reporter, dans un article distinct, la règle qui fait l'objet de l'alinéa 1er de l'article 44 et suivant laquelle l'importation, l'exportation et le transit des animaux atteints de maladies contagieuses sont interdits.

Il conviendrait également de faire ressortir clairement que les dispositions du § 13 s'appliqueront non seulement aux maladies contagieuses déterminées par le gouvernement en application de l'article 319 du Code pénal, mais encore aux maladies contagieuses énumérées dans l'article 44 du projet. En réalité, cette nouvelle règle constitue une extension de l'article 1er du règlement d'administration générale bien plus qu'une dérogation à cette disposition.

Enfin, l'expression : "sauf les exceptions déterminées par le Ministre de l'Agriculture" manque également de clarté. Le texte devrait faire ressortir qu'en ce qui concerne les animaux atteints d'une des maladies contagieuses énumérées dans l'article 44, le Ministre de l'Agriculture aura le pouvoir d'autoriser des dérogations aux prescriptions de l'article 44, alinéa 1er.

Tenant compte de ces diverses observations, le Conseil d'Etat propose, pour l'article 44 du projet, la rédaction suivante qui ferait l'objet de deux articles distincts :

"Article 44.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux maladies contagieuses déterminées par le gouvernement en vertu de l'article 319 du Code pénal.

./....

Elles sont également applicables aux maladies contagieuses énumérées ci-après :

1° pour les bêtes bovines : la brucellose, l'hypodermose et la tuberculose;
2° pour les oiseaux de basse-cour : le choléra, le coryza contagieux, la typhose, la pullorose, la tuberculose et la variolodyphtérie;
3° pour les perroquets, perruches et autres psittacidés : la psittacose.

Article ... (nouveau)

L'importation, l'exportation et le transit des animaux atteints ou suspects d'être atteints ou d'être contaminés d'une des maladies contagieuses auxquelles s'applique le présent paragraphe, sont interdits.

Toutefois, en ce qui concerne les animaux atteints ou suspects d'être atteints ou d'être contaminés d'une des maladies énumérées à l'article 44, alinéa 2, le Ministre de l'Agriculture peut autoriser des dérogations aux prescriptions du présent article.".

Article 45.-(du règlement)

L'interdiction visée à l'alinéa 1er de cette disposition frappe exclusivement les objets et matières ayant été en contact avec des animaux présentés à l'importation, à l'exportation ou au transit et qui sont atteints de maladies contagieuses. Le texte devrait comporter une virgule après le mot "stalles". En outre, l'expression : "atteints, suspects d'être atteints ou suspects d'être contaminés d'une des maladies visées ci-dessus", qui figure in fine de l'alinéa 1er de l'article 45, devrait être remplacée par l'expression : "atteints ou suspects d'être atteints ou d'être contaminés d'une des maladies contagieuses auxquelles s'applique le présent paragraphe".

Il est hors de doute, en effet, que la règle qu'énonce le premier alinéa de l'article 45 s'applique non seulement aux maladies "visées ci-dessus", mais encore aux maladies contagieuses déterminées par le gouvernement en vertu de l'article 319 du Code pénal.

La rédaction de l'alinéa 2 de l'article 45 est défectueuse. Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

" Toutefois, ces objets et matières sont admis à l'importation, à l'exportation ou au transit après une désinfection effectuée conformément aux dispositions prescrites en exécution des articles 54 à 58.".

Article 46.- (du règlement)

Cette disposition confère au Ministre de l'Agriculture des pouvoirs très étendus. Elle permet au Ministre, "en raison de l'état sanitaire des animaux en Belgique ou à l'étranger", d'interdire l'importation, le transit et l'exportation des animaux et des objets ou matières pouvant servir de véhicule aux germes d'une maladie contagieuse.

Cette disposition, au regard de la loi du 30 décembre 1882, manque de fondement légal. En effet, aux termes de l'article 1er de cette loi, le gouvernement est autorisé à prescrire, par arrêté royal, les mesures que la crainte de l'invasion ou l'existence de maladies contagieuses des animaux domestiques peut rendre nécessaires dans l'intérieur du pays et sur les frontières, en ce qui concerne les relations du commerce avec l'étranger.

L'article 46 du projet contient, en réalité, une subdélégation au Ministre de l'Agriculture qui, dans le domaine de l'importation, de l'exportation et du transit des animaux, porte sur l'essence même des pouvoirs que le législateur a expressément délégués au Roi.

./...

Le Conseil d'Etat émet, dès lors, l'avis que l'article 46 du projet devrait être supprimé.

Article 47.- (du règlement)

Les alinéas 1er et 2 de cet article ne donnent lieu qu'à deux remarques de forme.

A l'alinéa 1er, il faut lire "bionguiculés" au lieu de "biongulés".

A l'alinéa 2, in fine, les mots "à cet effet" sont inutiles et peuvent être omis.

L'alinéa 3 de l'article 47 présente, sur un point important, une discordance entre le texte néerlandais et le texte français. Le Ministre peut "verzoeken" : "solliciter", d'après le texte néerlandais, "requérir", suivant le texte français, l'administration communale de fournir les quais et agrès, les bâtiments et enclos nécessaires au débarquement et à l'embarquement ainsi qu'à la visite des animaux et à leur mise en quarantaine s'ils doivent être isolés.

Si, comme il a été précisé par le délégué du Ministre au cours de l'examen du projet, il entre dans les intentions du gouvernement de créer une obligation à charge de certaines communes, le texte devrait formuler cette obligation d'une manière non dubitative.

Le Conseil d'Etat estime, toutefois, pour les motifs développés dans son avis n°616, que la légalité de cette obligation pourrait être discutée. En effet, la délégation conférée au gouvernement par l'article 1er de la loi du 30 décembre 1882, bien qu'elle soit formulée en des termes très larges, ne permet pas au gouvernement de déroger au principe de l'autonomie communale consacré par l'article 108 de la Constitution et par la loi communale. D'autre part, la matière de la police sanitaire des animaux

./...

étant réglementée par le pouvoir central, échappe à la compétence des communes et ne permet donc plus de fonder l'obligation inscrite dans le troisième alinéa de l'article 47 du projet, sur l'article 3, 5°, du décret des 16-24 août 1790 et, par voie de conséquence, sur l'article 131, 11°, de la loi communale, qui rangent parmi les dépenses obligatoires celles relatives à la police de sûreté et de salubrité locales.

Article 48.- (du règlement)

Cette disposition ne soulève aucune remarque.

Articles 49 et 50.- (du règlement)

L'alinéa 1er de l'article 49 permet d'abattre les animaux présentés à l'importation ou au transit, lorsqu'ils sont atteints d'une des maladies donnant lieu à abatage par ordre de l'autorité. Les animaux sont abattus par ordre de l'inspecteur vétérinaire du ressort dans l'abattoir le plus proche, aux frais du propriétaire, de l'importateur ou du transporteur et sans indemnité.

Ces dispositions ne sont en concordance ni avec les règles prescrites dans les articles 7 à 9 du règlement d'administration générale, ni avec les dispositions de l'arrêté royal du 15 mars 1926 portant règlement organique du service vétérinaire.

Il résulte des explications données par le délégué du Ministre qu'il n'entre pas dans les intentions du gouvernement de déroger aux dispositions actuellement en vigueur en matière d'abatage par ordre de l'autorité.

./....

Dans ces conditions, le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable d'omettre les règles spéciales qui font l'objet de l'alinéa 1er de l'article 49 et qui sont, sur certains points, en discordance avec la réglementation en vigueur, et de rendre cette dernière réglementation applicable en cas d'importation d'animaux atteints d'une des maladies donnant lieu à abatage par ordre de l'autorité.

Si cette manière de voir était admise, les articles 49 et 50 pourraient être rédigés comme suit :

" Article 49.-

Sans préjudice des dispositions relatives à l'abatage par ordre de l'autorité, les animaux atteints, suspects d'être atteints ou suspects d'être contaminés de maladies contagieuses sont refoulés dans le pays de provenance sur l'ordre du docteur en médecine vétérinaire chargé du contrôle sanitaire à la frontière ou de l'inspecteur vétérinaire de la circonscription et à l'intervention du chef local de la douane. Il en est de même lorsque les conditions prescrites en exécution de l'article 48 ne sont pas réalisées L'ordre de refoulement peut être étendu à certains ou à tous les animaux faisant partie du même envoi.

Article 50.-

Si le propriétaire, l'importateur ou le transporteur n'obtempère pas à l'ordre de refoulement ou si, pour une raison quelconque, le refoulement n'est pas possible, les animaux sont abattus sur l'ordre de l'inspecteur vétérinaire de la circonscription, dans l'abattoir le plus proche, aux frais du propriétaire, de l'importateur ou du transporteur et sans indemnité.".

./....

Article 51.(du règlement)

Par cette disposition, le projet met à charge des importateurs, des transporteurs ou des exportateurs, les frais du contrôle sanitaire et les frais accessoires résultant des mesures prescrites en vertu de l'article 48; il délègue au Ministre de l'Agriculture le droit de fixer le taux des droits de contrôle.

Si larges que soient les pouvoirs que le gouvernement puise dans l'article 1er de la loi du 30 décembre 1882, cette loi n'autorise cependant pas le Roi à mettre à la charge des intéressés les frais résultant des mesures de contrôle prescrites par lui et à permettre au Ministre de l'Agriculture de fixer le taux de ces droits de contrôle.

Le Conseil d'Etat émet , dès lors, l'avis que l'article 51 du règlement d'administration générale, tel qu'il est proposé, ne se concilie pas avec l'article 113 de la Constitution et manque de fondement légal.

Article 2.- (du projet).

Aux textes abrogés par l'article 2 du projet, il y a lieu d'ajouter l'article 1er de l'arrêté royal du 19 juillet 1927 prescrivant les mesures à prendre en vue de la prophylaxie de la tuberculose bovine.

Par contre, il n'y a pas lieu de viser, dans cet article, l'arrêté royal du 27 mai 1899 et l'arrêté royal du 10 février 1912.

En effet, ces deux arrêtés royaux ont modifié les articles 45 et 47 du règlement d'administration générale que le projet abroge et remplace par d'autres dispositions.

./.....

Le projet donne,en outre,lieu, en son texte néerlandais, aux observations de forme suivantes :

Article 45.- (du règlement)

Il y aurait lieu de remplacer l'expression "voortplanting van een ziekte" par "overbrenging van ziektekiemen".

Article 47.- (du règlement)

Alinéa 1er :

L'expression "van dieren van het.... varkensras, bijen ..." devrait être remplacée par : "van de volgende diersoorten : paarden, ezels, runders, schapen, geiten en varkens, alsmede van bijen ...",et le mot"neerhofdieren" par "pluimvee".

Alinéa 2:

L'expression "dieren behorende tot hogervermelde rassen, aangeboden bij de inkomst of uitgang van het land" devrait être remplacée par:"dieren behorende tot voormelde soorten aangevoerd voor het inkomen in of het uitgaan uit het land",et le mot "voorafgaandelijk" par "vooraf".

Alinéa 3:

Il serait mieux de libeller le début de cet alinéa comme suit : "De Minister van Landbouw mag de besturen van gemeenten waar de havens aangewezen krachtens het eerste lid gelegen zijn, opvorderen de loskaden en hunne uitrusting, de gebouwen en omheinde plaatsen ...".

Article 48.-(du règlement)

Il y aurait lieu de remplacer l'expression : "af te leveren" par "voor te leggen",et l'expression "het afmaken van de ingevoerde dieren bestemd voor de slachting" par "het slachten van het ingevoerd slachtvee ".

Article 2.- (du projet)

L'expression "worden ingetrokken" doit être remplacée par "worden opgeheven".

Article 3.- (du projet)

L'expression "zijn belast, ieder wat hen betreft" devrait être remplacée par "zijn, ieder wat hem betreft, belast....".

Het ontwerp heeft tot doel de artikelen 44 tot 51, die paragraaf 13 van het reglement van algemeen bestuur van de gezondheidspolitie der huisdieren uitmaken, te vervangen door nieuwe bepalingen inzake de in-, uit- en doorvoer van dieren welke door besmettelijke ziekten zijn aangetast of verdacht worden er door aangetast of besmet te zijn.

Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies nr 616 van 4 Februari 1950 bij het onderzoek van het ontwerp van besluit, dat tot doel had de §§ 8, 9 en 10 van hetzelfde reglement van algemeen bestuur te wijzigen, zou het wenselijk geweest zijn het koninklijk besluit van 20 September 1883 volledig om te werken.

Met achtereenvolgens sommige gedeelten van het koninklijk besluit van 20 September 1883 om te werken,kan geen volmaakte overeenstemming onder de verschillende gedeelten van het reglement van algemeen bestuur worden bereikt. Daarom is de Raad van State van oordeel dat al de omgewerkte teksten zullen moeten samengeordend worden zodra alle gedeelten van het reglement van algemeen bestuur zullen herzien zijn.

TITEL.

De Raad van State stelt volgende titel voor,waarin de titel van het koninklijk besluit van 20 September 1883 juist wordt vermeld :

"Besluit van de Regent tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 September 1883 houdende het reglement van algemeen bestuur van de gezondheidspolitie der huisdieren.".

./.

INLEIDING.

Voor het derde lid wordt volgende tekst voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 20 September 1883 houdende het reglement van algemeen bestuur _____ van de gezondheidspolitie der huisdieren _____, gewijzigd onder meer bij de koninklijke besluiten van 13 October 1890, 27 Mei 1899, 10 Februari 1912 en 25 April 1922;".

Het vierde lid van de inleiding kan zonder bezwaar wegvallen.

BESCHIKKEND GEDEELTE.

Het eerste lid van artikel 1 zou beter luiden als volgt:

"Paragraaf 13 van het koninklijk besluit van 20 September 1883 houdende het reglement van algemeen bestuur _____ van de gezondheidspolitie der huisdieren _____ wordt door de volgende bepalingen vervangen : ".

Artikel 44. (van het reglement van algemeen bestuur)

De bedoeling van de regering, zoals die in de loop van het onderzoek van het ontwerp door de afgevaardigde van de Minister werd toegelicht, is de nieuwe bepalingen welke § 13 van het reglement van algemeen bestuur zullen uitmaken, niet enkel van toepassing te verklaren op de besmettelijke ziekten die door de regering krachtens artikel 319 van het Strafwetboek zijn bepaald, zoals artikel 1 van het reglement van algemeen bestuur het reeds voorschrijft, maar ook op de ziekten in het voorgestelde nieuw artikel 44 bepaald, mits de Minister van Landbouw gemachtigd wordt afwijkingen toe te staan van het verbod van in- of uitvoer van dieren die door een van de ziekten, in de voorgestelde tekst opgesomd, zijn aangetast of verdacht worden het te zijn.

./.

In het ontwerp treden die bedoelingen niet duidelijk naar voor.

Duidelijkheidshalve beperke men vooreerst het voorwerp van artikel 44 tot het gebied waarop § 13 van het reglement van algemeen bestuur van toepassing is, en make men tot een afzonderlijk artikel het eerste lid van artikel 44, volgens hetwelk de in-, uit- en doorvoer van dieren die door besmettelijke ziekten zijn aangetast, verboden zijn.

Eveneens dient duidelijk gezegd te worden dat de bepalingen van § 13 zullen worden toegepast niet enkel op de besmettelijke ziekten, door de regering bij toepassing van artikel 319 van het Strafwetboek bepaald, maar ook op de besmettelijke ziekten in artikel 44 van het ontwerp opgesomd. Feitelijk is die nieuwe regel veeleer een uitbreiding van artikel 1 van het reglement van algemeen bestuur dan een afwijking van die bepaling.

Ten slotte is ook de uitdrukking "behalve de uitzonderingen bepaald door de Minister van Landbouw" niet duidelijk. Uit de tekst zou moeten blijken dat de Minister van Landbouw afwijkingen van het bepaalde in artikel 44, eerste lid, zal kunnen toestaan wat betreft de dieren welke door een der besmettelijke ziekten, in artikel 44 opgesomd, zijn aangetast.

Met inachtneming van die verschillende opmerkingen, stelt de Raad van State, voor artikel 44 van het ontwerp, de volgende tekst voor die in twee afzonderlijke artikelen zou bestaan :

"Artikel 44.

De bepalingen van deze paragraaf zijn van toepassing op de besmettelijke ziekten door de regering krachtens artikel 319 van het Strafwetboek bepaald.

./.

Zij zijn ook van toepassing op de hierna opgesomde besmettelijke ziekten :

1° voor de runddieren : brucellose, hypodermose en tuberculose;
2° voor het pluimvee : cholera, besmettelijk snot, typhose, pullorose, tuberculose en variolodiphteritis;
3° voor de papegaaien, parkieten en papegaaiachtigen : de papegaaienziekte.

Artikel ..... (nieuw)

De in-, uit- en doorvoer van de dieren die aangetast zijn of verdacht worden te zijn aangetast of besmet door een van de besmettelijke ziekten waarop deze paragraaf van toepassing is, zijn verboden.

Wat betreft de dieren die zijn aangetast of verdacht worden te zijn aangetast of besmet door een van de ziekten in artikel 44, tweede lid, opgesomd, kan de Minister van Landbouw evenwel afwijkingen van de voorschriften van dit artikel toestaan.".

Artikel 45 (van het reglement).

Het verbod dat in het eerste lid van die bepaling voorkomt, geldt uitsluitend voor de voorwerpen en stoffen die in aanraking zijn geweest met dieren welke voor de in-, uit- of doorvoer worden aangebracht en door besmettelijke ziekten zijn aangetast. Men plaatse een komma na het woord "boxen" en late daarop het voegwoord "en" volgen. Voorts vervange men de uitdrukking "aangetast, verdacht aangetast of verdacht besmet te zijn door een van bovenvermelde ziekten", aan het einde van het eerste lid van artikel 45, door de uitdrukking : "aangetast zijn of verdacht worden te zijn aangetast of besmet door een van de besmettelijke ziekten waarop deze paragraaf van toepassing is ".

./.

Het lijdt immers geen twijfel dat de regel in het eerste lid van artikel 45 voorgeschreven van toepassing is niet enkel op de "bovenvermelde" ziekten,maar ook op de besmettelijke ziekten die de regering op grond van artikel 319 van het Strafwetboek heeft bepaald.

De tekst van het tweede lid van artikel 45 is gebrekkig. De Raad van State stelt volgende tekst voor :

" Die voorwerpen en stoffen worden evenwel tot de in-, uit- of doorvoer toegelaten nadat zij, overeenkomstig de bepalingen ter uitvoering van de artikelen 54 tot 58 voorgeschreven, zijn ontsmet.".

Artikel 46 (van het reglement).

Deze bepaling verleent de Minister van Landbouw zeer uitgebreide machten. Zij machtigt de Minister de in-, uit- en doorvoer van dieren en van voorwerpen of stoffen, die tot overbrenging kunnen dienen van de kiemen van een besmettelijke ziekte, te verbieden,"rekening gehouden met de gezondheidstoestand van de dieren in België of in het buitenland".

Ten opzichte van de wet van 30 December 1882 berust die bepaling op geen wettelijke grond. Immers, luidens artikel 1 van die wet is de regering gemachtigd om bij koninklijk besluit de maatregelen voor te schrijven, welke de vrees voor het indringen of het bestaan van besmettelijke ziekten bij de huisdieren kan nodig maken binnen het land en op de grenzen, wat de handelsbetrekkingen met het buitenland betreft.

In werkelijkheid behelst artikel 46 van het ontwerp een subdelegatie aan de Minister van Landbouw,welke inzake in-, uit- en doorvoer van dieren betrekking heeft op het wezen zelf van de machten die de wetgever uitdrukkelijk aan de Koning heeft overgedragen.

De Raad van State is derhalve van advies dat artikel 46 van het ontwerp moet weggelaten worden.

./.

Artikel 47 (van het reglement).

Bij het eerste en het tweede lid van dat artikel dienen slechts opmerkingen betreffende de vorm te worden gemaakt.

In de Franse tekst van het eerste lid schrijve men "bionguiculés" in plaats van "biongulés".

Aan het einde van het tweede lid zijn de woorden "te dien einde" overbodig en kunnen weggelaten worden.

In het derde lid van artikel 47 stemt de Nederlandse met de Franse tekst niet overeen betreffende een belangrijk punt. Volgens de Nederlandse tekst "mag" de Minister het gemeentebestuur "verzoeken" en, volgens de Franse tekst, "requérir" : "opvorderen" de loskaden en hunne uitrusting, de gebouwen en omheinde plaatsen ter beschikking te stellen die nodig zijn voor het lossen en laden, alsook voor het onderzoeken van de dieren en het in quarantaine plaatsen er van indien zij moeten afgezonderd worden.

Indien het in de bedoeling van de regering ligt, zoals de gemachtigde van de Minister tijdens het onderzoek van het ontwerp heeft verklaard, voor sommige gemeenten een verplichting in te voeren, dient die verplichting in de tekst zo te worden geformuleerd dat zij geen twijfel overlaat.

Om de redenen in zijn advies nr 616 uiteengezet, is de Raad van State echter van oordeel dat de wettelijkheid van die verplichting betwistbaar is. Immers, met de delegatie bij artikel 1 van de wet van 30 December 1882 aan de regering gegeven, hoewel zij in zeer ruime bewoordingen is gesteld, is het de regering niet mogelijk af te wijken van het beginsel der gemeentelijke zelfstandigheid dat in artikel 108 van de Grondwet en in de gemeentewet is vastgelegd. Daar de gezondheidspolitie van de dieren door het centraal gezag is gereglementeerd, valt deze aange-

./.

legenheid buiten de bevoegdheid der gemeenten en is het dus niet meer mogelijk de verplichting die in het derde lid van artikel 47 van het ontwerp voorkomt, te doen steunen op artikel 3, 5°, van het decreet van 16-24 Augustus 1790 en bijgevolg op artikel 131, 11°, van de gemeentewet, waarin de uitgaven betreffende de plaatselijke veiligheids- en gezondheidspolitie onder de verplichte uitgaven worden genoemd.

Artikel 48 (van het reglement).

Bij die bepaling zijn geen opmerkingen te maken.

Artikelen 49 en 50 (van het reglement).

Het eerste lid van artikel 49 machtigt tot het afmaken van dieren die voor de in- of doorvoer worden aangebracht, wanneer zij aangetast zijn door een van de ziekten welke aanleiding geven tot afmaken op bevel van de overheid. De dieren worden op bevel van de veeartsenijkundige inspecteur in het dichtstbijgelegen slachthuis op kosten van de eigenaar, de invoerder of de vervoerder, en zonder vergoeding, afgemaakt.

Die bepalingen stemmen niet overeen met het bepaalde in de artikelen 7 tot 9 van het reglement van algemeen bestuur noch met het bepaalde in het koninklijk besluit van 15 Maart 1926 houdende reglement betreffende de inrichting van de veeartsenijdienst.

Volgens de uitleg door de gemachtigde van de Minister verstrekt, is de regering niet voornemens van de bepalingen welke thans inzake het afmaken op bevel van de overheid van kracht zijn, af te wijken.

Derhalve acht de Raad van State het verkieslijk, de bijzondere voorschriften die in het eerste lid van artikel 49 voorkomen en op sommige punten met de terzake geldende reglementering niet overeenstemmen, weg te laten en deze

./.

reglementering van toepassing te maken bij invoer van dieren die aangetast zijn door een van de ziekten welke tot afmaken op bevel van de overheid aanleiding geven.

Wordt deze zienswijze aangenomen, dan kunnen de artikelen 49 en 50 worden gesteld als volgt :

"Artikel 49.

Onverminderd de bepalingen inzake het afmaken op bevel van de overheid, worden de dieren die door besmettelijke ziekten zijn aangetast, verdacht worden te zijn aangetast of besmet, naar het land van herkomst teruggezonden op bevel van de doctor in de veeartsenijkunde die met de gezondheidscontrôle aan de grens is belast of van de veeartsenijkundige inspecteur van het district, en met tussenkomst van het plaatselijk hoofd van de douanediensten. Hetzelfde geschiedt wanneer de voorwaarden, ter uitvoering van artikel 48 voorgeschreven, niet zijn vervuld. Het bevel tot terugzending kan van toepassing worden verklaard op sommige of alle dieren die van hetzelfde transport deel uitmaken.

"Artikel 50.

Indien de eigenaar, invoerder of vervoerder het bevel tot terugzending niet opvolgt of indien de terugzending, om een of andere reden, niet mogelijk is, worden de dieren op bevel van de veeartsenijkundige inspecteur van het district, in het dichtstbijgelegen slachthuis, op kosten van de eigenaar, de invoerder of vervoerder en zonder vergoeding afgemaakt.".

Artikel 51 (van het reglement).

Volgens die bepaling van het ontwerp komen de kosten van de gezondheidscontrôle en de bijkomstige kosten welke de krachtens artikel 48 voorgeschreven maatregelen met

./.

zich brengen, ten laste van de invoerders, vervoerders of uitvoerders ; het ontwerp draagt de Minister van Landbouw de bevoegdheid op, het bedrag van het contrôlegeld te bepalen.

Hoe ruim de bevoegdheid,bij artikel 1 van de wet van 30 December 1882 aan de regering verleend,ook is, toch machtigt die wet de Koning niet, de kosten welke de door hem voorgeschreven contrôlemaatregelen met zich brengen, door de belanghebbenden te doen dragen en de Minister van Landbouw toe te laten het bedrag van dat contrôlegeld vast te stellen.

De Raad van State geeft derhalve als zijn advies te kennen dat artikel 51 van het reglement van algemeen bestuur, zoals het is voorgesteld, onverenigbaar is met artikel 113 van de Grondwet en geen wettelijke grond heeft.

Artikel 2 (van het ontwerp).

Bij de teksten welke artikel 2 van het ontwerp opheft, voege men artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 Juli 1927 waarbij de maatregelen worden voorgeschreven die ter bestrijding van de rundertuberculose moeten genomen worden.

Daarentegen dient men het koninklijk besluit van 27 Mei 1899 en het koninklijk besluit van 10 Februari 1912 in dat artikel niet te vermelden.

Immers, bij die twee koninklijke besluiten zijn gewijzigd de artikelen 45 en 47 van het reglement van algemeen bestuur, die het ontwerp opheft en door andere bepalingen vervangt.

Het ontwerp geeft bovendien, voor zijn Nederlandse tekst, aanleiding tot de volgende opmerkingen die de vorm betreffen.

./.

Artikel 45 (van het reglement).

In artikel 45 dient de uitdrukking "voortplanting van een ziekte" vervangen te worden door "overbrenging van ziektekiemen".

Artikel 47 (van het reglement).

Eerste lid :

De uitdrukking "van dieren van het .... varkensras, bijen....." dient vervangen door : " van de volgende diersoorten : paarden, ezels, runders, schapen, geiten en varkens, alsmede van bijen.....",en het woord "neerhofdieren" door "pluimvee".

Tweede lid :

De uitdrukking "dieren behorende tot hogervermelde rassen, aangeboden bij de inkomst of uitgang van het land" zou dienen vervangen door : "dieren behorende tot voormelde soorten aangevoerd voor het inkomen in of het uitgaan uit het land", en het woord "voorafgaandelijk" door "vooraf".

Derde lid :

Het begin zou beter luiden : "De Minister van Landbouw mag de besturen van gemeenten waar de havens aangewezen krachtens het eerste lid gelegen zijn, opvorderen de loskaden en hunne uitrusting, de gebouwen en omheinde plaatsen.....".

Artikel 48 (van het reglement).

"Af te leveren" dient vervangen door "voor te leggen". Men vervange eveneens de uitdrukking "het afmaken van de ingevoerde dieren bestemd voor de slachting" door "het slachten van het ingevoerd slachtvee ".

./.

Artikel 2 (van het ontwerp).

De uitdrukking "worden ingetrokken" dient vervangen door "worden opgeheven".

Artikel 3 (van het ontwerp).

De uitdrukking "zijn belast, ieder wat hen betreft", zou dienen vervangen door : "zijn, ieder wat hem betreft, belast .....".

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président
De Heren :	raadsheer van State,		voorzitter
D. DECLEIRE,	conseillers d'Etat		
J. COYETTE,	raadsheren van State		
H. PIERLOT,	assesseurs de la section de législation		
L. FREDERICQ,	bijzitters van de afdeling wetgeving		
J. CYPRES,	greffier adjoint,		greffier
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. DECLEIRE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. DECLEIRE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre de l'Agriculture.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landbouw.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.